

d'un contexte de crise

(1^{re} partie)

C'est fondamentalement de ce point de vue que, «dans son mode de fonctionnement», le président de la République — tout comme les autres institutions dont se dote la société — constitue une source importante de formation des diverses pratiques normatives indispensables à toute vie en société. D'autant qu'en contribuant, par le rôle qu'il joue, à susciter l'adhésion effective de tous les membres de la société à un projet commun librement consenti, il contribue également directement à limiter les diverses formes possibles de recours à la violence. Laquelle, sous ses différentes manifestations identifiées, symboliques ou physiques, doit toujours demeurer un phénomène tout à fait exceptionnel aussi limité que possible dans ses formes d'expression, son champ d'extension et sa durée d'intervention ; c'est là un enjeu de société absolument

les retentissantes déclarations et prises de position en faveur d'une candidature plaçant les seules volontés d'un homme au-dessus des intérêts de tout un pays relèvent purement et simplement des plus sombres registres totalitaires du XX^e siècle que l'Histoire, depuis longtemps, a déjà sévèrement condamnés. A commencer, bien sûr, par tous ceux qui, pendant trop longtemps, ont caractérisé le monde arabe contemporain et dont les bilans réels, en termes d'impasses dans lesquelles ont été dramatiquement enfoncés tous les pays concernés, sont désormais suffisamment connus pour ne pas être proposés comme exemples à suivre.

Sans oublier, évidemment, ni l'expérience même de notre propre mouvement national qui reste marquée, avant même le déclenchement de la guerre de Libération nationale en 1954, par la dérive auto-

impasses, non seulement les pays concernés, mais également les prétendus «grands guides» eux-mêmes — qu'ils aient ou non personnellement survécu à leur phase d'exercice du pouvoir politique — ainsi que leurs familles et leurs proches. Une fois ce type d'expérience achevé, arrive toujours inexorablement l'heure des comptes et des règlements de comptes, suivie des processus d'élimination des séquelles de l'ancien pouvoir personnel contesté et absolument aucun pouvoir personnel n'a échappé à cette incontournable étape. C'est donc dire toute la vanité de la tentative en cours visant à prolonger, contre tout bon sens, l'exercice du pouvoir de l'actuel président de la République, alors que, quelle qu'en puisse être la durée effective, fatalement, elle s'achèvera bien un jour. En étant suivie, comme toutes les autres, par le nécessaire cortège de remises en cause du pouvoir personnel longtemps exercé dans toutes ses formes, manifestations et incarnations. Cela dit, cette tentative dont il convient surtout de faire une lecture symptomatique rend en réalité compte d'une société algérienne contemporaine dans laquelle diverses formes de pratiques patrimonialistes sont maintenant largement répandues.

Même si elles trouvent leurs racines historiques dans des logiques sociales très anciennes, inscrites dans la «longue durée» et procédant du patriarcat comme forme dominante d'organisation des relations sociales dans les communautés primaires, elles ont été largement renouvelées et redynamisées par des problématiques politiques se voulant formellement «modernes». Et c'est ainsi que les diverses formes de domination patrimoniale — ou néo-patrimoniale — contemporaines vont reposer sur quelques principes de base dont, notamment, d'une part, des modalités de gestion du bien public permettant d'en faire, d'une manière ou d'une autre, un bien privé et/ou une source d'enrichissement privé en faveur des élites au pouvoir et/ou de leurs parentèles et différentes formes de clientèles, à chaque fois que nécessaire, en fonction de leurs stra-

tegies de domination en vue d'exercer le pouvoir politique. Et, d'autre part, le «culte d'un chef», fonctionnant comme autorité suprême — de fait, de nature quasi patriarcale — non contestable et assurant par un discours paternaliste et populiste la cohésion idéologique légitimant le type de pouvoir politique exercé. Et c'est à partir de ce type de problématique que la charge de président de la République va être perçue tout simplement comme «privatisable» dans les faits, en inversant purement et simplement tout ce qui a pu fonder l'Etat moderne. A savoir, faire de telle sorte que, dans les faits, la fonction — aussi suprême puisse-t-elle être — est au service de la personne et non pas la personne au service de la fonction. En tout état de cause, le fait est que l'hypothèse d'un quatrième mandat de l'actuel président de la République ne pouvant que clairement conforter un pouvoir autoritariste, formellement illimité — et, de surcroît, de plus en plus virtuel — apparaît aux yeux de ses divers initiateurs, après évaluation de la situation nationale, ainsi que de celle prévalant dans l'environnement international, comme suffisamment légitime et crédible pour être effectivement proposée à la société. Immédiatement, bien sûr, la question qui se pose est donc celle de tenter de comprendre — car, pour paraphraser un grand philosophe, il ne suffit pas de s'indigner — comment la société algérienne, en tant que destinataire direct de cette offre politique, a pu en arriver à cette situation aussi inédite dans les annales contemporaines qu'extraordinaire, au sens propre.

Dans la mesure où, pour assumer la charge suprême du pays, il lui est proposé un candidat — manifestement important puisque, de toute évidence, appelé à sortir vainqueur de la «compétition» annoncée — dont l'état de santé ne lui permet pas d'accomplir effectivement les principales missions liées au poste pour lequel, formellement du moins, il «sollicite» les suffrages du corps électoral. Tout comme — autre étonnante singularité — il ne sera pas en mesure de mener personnellement sa propre campagne électorale. Il convient tout d'abord de remarquer qu'à quelques rares exceptions près, jusqu'à présent, il n'y a pas encore eu de larges réactions populaires réellement significatives, ni d'approbation ni de rejet de cette candidature.

Qui, pour l'essentiel, demeure encore un enjeu limité aux seules sphères actives du champ politique national : que ce soit dans ses composantes formelles — partis, associations, personnalités historiques... — ou bien dans celles correspondant à ses modalités réelles de fonctionnement — membres actifs ou retraités de l'élite militaire, notamment — ou bien encore à sa marge dans les milieux de journalistes et d'intellectuels. Cela dit, il convient de relever que plusieurs manifestations pacifiques — notamment celles initiées par le si bien nommé nouveau mouvement Barakat — visant à dénoncer la candidature en

En outre, il convient de ne pas oublier l'importance de son rôle dans le monde vis-à-vis duquel, non seulement, il représente l'image du pays, mais dans lequel, surtout, il doit fonctionner comme un acteur direct du système des relations internationales, et ce, dans un nouveau contexte mondial où les relations personnelles entre chefs d'Etat prennent une importance croissante. Ensemble de missions à caractère stratégique — le plus souvent au sens fort du terme — pour lesquelles en aucun cas et d'aucune manière il ne peut être remplacé.

vital. De ce point de vue, si la charge de président de la République devient un domaine réservé, soumis aux seules pratiques de régulation telles qu'arbitrairement et secrètement définies par une seule personne ou un groupe limité de personnes, tant pour ce qui en concerne les conditions de fonctionnement interne que les rapports avec les autres institutions et la société — ainsi que le monde extérieur —, elle se transforme nécessairement, de par les messages ainsi émis, en une importante source de dysfonctionnements de toute nature chez ceux qui les reçoivent.

En fait de logiques nécessairement de violence vis-à-vis des autres institutions formant le système politique, de toutes les autres institutions quelle qu'en soit la nature et, de manière plus générale, de l'ensemble de la société. Et c'est bien sous cet angle que doivent être analysées les évolutions en cours dans le pays et tout particulièrement la candidature de l'actuel président de la République à un quatrième mandat présidentiel qui, de par la forte charge de violence symbolique dont, à plusieurs titres, elle est porteuse, apparaît comme un facteur porteur d'importants dysfonctionnements et clivages au sein de la société.

Au préalable, il convient de relever que cette candidature, par son caractère exceptionnel, pose de très nombreuses questions, d'abord, sur la nature du fonctionnement réel des institutions les plus importantes du pays dont le grave degré de délitement ne peut qu'inquiéter. En effet, la «simple» application de l'article 88 de la Constitution en vigueur — relatif à la procédure d'empêchement en cas de «maladie grave et durable» — aurait normalement dû permettre de résoudre de manière pacifique, sereine, responsable et rapide le problème — somme toute, aussi humain que banal — posé par le mauvais état de santé du président de la République. Ensuite, sur le réel niveau de rigueur éthique et de conscience nationale d'une grande partie des membres de l'élite politique et de la société civile dont

cratique de Messali Hadj ; pourtant pendant longtemps au parcours militant exemplaire.

En voulant abusivement imposer sa seule autorité aux structures de son parti et en entretenant le culte de sa personnalité en tant que «zaïm», il entra dans une nouvelle étape de son parcours politique, caractérisée par un ensemble de conséquences négatives se répercutant d'abord sur son itinéraire personnel et affectant également le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Ni celle des premières années ayant suivi l'Indépendance dominées par l'exercice du pouvoir par le président Ben Bella qui, finalement, sera destitué en juin 1965 par un coup d'Etat militaire — dont l'un des principaux acteurs aura précisément été l'actuel président de la République lui-même, alors ministre des Affaires étrangères —, et ce, au motif qu'il exerçait un pouvoir personnel et autoritaire marginalisant les institutions nationales ; d'ailleurs, la proclamation du Conseil de la Révolution dénonçait son «narcissisme politique». Ni, plus près de nous, la longue période d'exercice d'un pouvoir absolu par le président Boumediène et qui, finalement, ne sera subitement interrompue que par son seul décès en 1978. Bien évidemment, eu égard à de tels cadres de référence, pourtant incontournables, car directement structurants des mémoires et imaginaires politiques, tant individuels que collectifs, la problématique politique nationale dominante actuelle apparaît comme présentant une étonnante singularité ; voire comme étant carrément aberrante. Tout se passant comme si elle était totalement inscrite à contre-courant de l'Histoire dans ses différentes dimensions — universelle, régionale et nationale — et tant de ses évolutions mêmes, y compris les plus récentes, que des divers enseignements que, fort sagement, l'on pourrait — ou devrait — en tirer. En effet, sous tous les cieux, il n'y a pas d'expérience de pouvoir personnel qui se déroule bien et encore moins, surtout, qui se termine bien. Elles ont toutes conduit à de tragiques

Formellement rendue possible depuis le coup de force institutionnel de 2008 — acte de violence symbolique dans son essence même — qui, après la suppression totalement infondée de la limitation à deux du nombre de mandats que peut exercer un président de la République, ouvrirait directement la voie à un renforcement automatique de l'autoritarisme, en général, et du pouvoir personnel, en particulier ; et au-delà, de fait, à une présidence à vie, en son essence même inscrite dans une logique antidémocratique, d'inspiration monarchique.

question ont été réprimées par les forces de police, au mépris de tous les principes relatifs au nécessaire respect des libertés publiques.

Fort heureusement, il y a l'espace de liberté que représente internet qui permet à de très nombreux citoyens algériens — où qu'ils se trouvent dans le monde — d'exprimer leur point de vue et ils ne s'en privent pas.

Citoyens dont on peut légitimement supposer qu'ils sont jeunes, qu'en règle générale ils ont un niveau d'instruction élevé et/ou qu'ils exercent des professions relativement qualifiées et qui, très largement, sont nettement opposés à une candidature considérée par eux comme totalement inacceptable.

N. S.
(A suivre)